

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• Sud-Liban

LES SIONISTES POURSUIVENT LEUR AGRESSION

Les combats n'ont pas cessé au Sud-Liban contrairement aux déclarations des dirigeants sionistes. Il est vrai qu'ils sont passés maîtres dans l'art de mélanger le vrai et le faux. D'un côté ils proposent un plan pour un cessez-le-feu au Sud-Liban, de l'autre ils s'engagent plus à fond aux côtés des phalangistes pour aggraver le Liban.

Leur nouvelle aventure militaire ne suscite que réprobation dans le monde entier. M. Mahmoud Riad secrétaire général de la Ligue arabe a adressé un message urgent à M. Wal-

heim, dénonçant « la poursuite de l'agression israélienne contre les Palestiniens au Sud-Liban ».

De son côté un porte-parole saoudien a mis mercredi soir « la communauté internationale en garde contre les répercussions que peuvent avoir à long terme les menées israéliennes au Sud-Liban sur la paix et la stabilité dans le monde ».

La mobilisation du peuple palestinien se poursuit pour résister à l'agression israélienne. Yasser Arafat a présidé mercredi soir une réunion du Conseil militaire supérieur de la résistance palestinienne.

Partout les combattants palestiniens luttent pied à pied pour se défendre. Malgré leurs forces militaires, malgré le blocus des côtes libanaises (de Tripoli jusqu'au sud) les sionistes ne réussiront pas dans leur agression sauvage.



(Suite page 3)

PC — PS LES MARCHANDAGES POUR LE POUVOIR CONTINUENT

La bataille de chiffonniers entre le PC et le PS continue sur les nationalisations.

Marchais a beau essayé d'amadouer son client, celui-ci ne veut rien entendre. Il n'y aura pas plus de nationalisations que prévu. D'abord pour le PS, pas question de voir autre chose que des présidents de sociétés nationales nommés par le gouvernement.

Marchais espérait bien étendre les nationalisations et faire élire ses hommes pour permettre au parti révisionniste de tenir un maximum de sociétés nationalisées. Faute d'avoir un rapport de force en sa faveur dans un futur gouvernement de « gauche », le PC voyait là un moyen privilégié pour étendre son emprise sur l'économie. Mais le PS, devenu le premier parti bourgeois de France, ne l'entend pas de cette oreille.

Procès en assises de Colmar

LE VIOL RECONNU COMME UN CRIME



La lutte des femmes contre l'oppression se développe sur tous les plans.

Mardi et mercredi se déroulait le procès de 4 personnes ayant participé au viol d'une jeune fille, le 8 avril 1976.

Claudine Barbanie a été violée dans des conditions particulièrement horribles et

qui méritent d'être relatées.

Tout d'abord, elle est giflée, puis on lui fait prendre un bain froid pour « arrêter ses règles ». On la sodomise avec le manche d'un ouvre-boîte, on l'oblige à se mettre dans des

positions humiliantes, etc. Puis, tout comme les flics bourgeois le font dans leurs commissariats pour faire parler les gens, on la fait se mettre à genoux sur une équerre en métal.

Comme cela ne suffit

pas, on lui jette du pain comme on le ferait à un chien. Bref, les sévices qu'elle a subis la marqueront le reste de ses jours.

Après huit heures d'emprisonnement, elle réussit enfin à échapper à ses bourreaux et à gagner, avec l'aide de passants, un hôpital où elle restera soignée 15 jours.

Le viol de Claudine est loin d'être un cas isolé. 2 459 viols ont été commis en 1976 et encore ce chiffre est sans doute bien au-dessous de la réalité car nombreuses sont les femmes qui répugnent à porter plainte.

Editorial

Resserrement des liens entre la Chine et la France

Une délégation militaire de l'Armée populaire de Libération de Chine, conduite par Yang Tcheng-won, chef-adjoint de l'Etat-major général de l'APL, est arrivée en France la semaine dernière sur invitation du gouvernement français pour une visite amicale. Au cours de son séjour, cette délégation a déjà visité de nombreuses installations militaires françaises terrestres, maritimes et aériennes. Des échanges de points de vue et des discussions ont eu lieu entre les représentants des Etats-majors des deux pays, notamment sur la situation militaire en Europe.

Depuis ces dernières années, la situation est en effet de plus en plus tendue du fait des préparatifs de guerre des deux superpuissances, les USA et surtout l'URSS qui a massé des quantités d'hommes et d'armes considérables aux frontières de l'Europe. Au cours d'une réception à Paris, Yang Tcheng-won a répondu à la déclaration de bienvenue du général Méry en soulignant les aspects positifs de la politique de défense du gouvernement français face à ces pressions militaires. « Quant à nous, a-t-il affirmé, notre principe peut se résumer ainsi : creuser de profonds souterrains, constituer partout des réserves de céréales et ne jamais prétendre

à l'hégémonie ». « Nous soutenons toutes les causes justes des peuples du monde de même que les efforts de l'Europe de l'Ouest en vue de l'union et du renforcement de son propre potentiel », a-t-il ajouté. Il a également déclaré « Les peuples chinois et français sont liés par des sentiments d'amitié. Les relations de nos deux pays se resserrent toujours depuis plus de 10 ans suivant l'établissement de relations diplomatiques ».

Cette visite effectuée en retour de la visite en Chine, l'an passé, du général Méry se situe dans le cadre des rapports d'Etat à Etat entre les deux pays et obéit aux principes de la coexistence pacifique qui gèrent les rapports entre pays à systèmes sociaux différents. Dans la période actuelle, elle revêt en outre une importance particulière. Conformément aux thèses du président Mao, récemment réaffirmées lors du 11e Congrès du PCC, elle a pour but de travailler à la constitution d'un front uni mondial le plus large possible contre les deux superpuissances. Et il n'est certes pas sans importance que des pays du second monde, comme la France, victimes de pressions multiformes de la part de ces dernières puissent y être ralliées.

• Dubigeon — Nantes

OCCUPATION DES CHANTIERS

Au terme du 13e jour de leur grève, les ouvriers des chantiers navals Dubigeon ont occupé les lieux suite à des affrontements avec des jaunes. Certains d'entre eux voulaient filmer les grévistes.

Une journée « portes ouvertes » est organisée pour le samedi 24 septembre de 10 h à 16 h. De nombreuses commissions sont mises sur pied : solidarité, culture, sport.

Jeudi, des débrayages auront lieu à Nantes. La direction a fait citer les délégués en référé pour « atteinte à la liberté du travail ».



SPORT

**Le «Cosmos» de New York à Pékin
Pelé impressionné par les
footballeurs chinois**

Pelé et les footballeurs du «Cosmos» (équipe de football de New-York) viennent de quitter la Chine après avoir joué deux matches, l'un à Pékin, l'autre à Shanghai contre l'équipe nationale de Chine.

Le «Cosmos» a fait match nul : un but à un, samedi soir à Pékin au cours d'une rencontre où les joueurs du «Cosmos» furent dominés par une équipe chinoise rapide et bien soudée. De plus, il a été battu lundi soir à Shanghai par 2 buts à un.

L'équipe de Chine a impressionné les joueurs américains par ses qualités athlétiques, sa rapidité, son sens du jeu collectif et sa discipline sur le terrain : «On ne s'attendait pas à trouver ce niveau de football en Chine» ont déclaré plusieurs joueurs. Pour les camarades chinois, une compétition internationale est un des instruments de lutte anti-impérialiste pour renforcer l'amitié des peuples du monde entier et leur solidarité face à l'hégémonisme.

CINEMA

«Une journée particulière»

Le film d'Ettore Scola avec Sophia Loren et Masiacchi fait beaucoup parler de lui en ce moment. C'est l'histoire d'une journée à Rome. Pas n'importe quelle journée : le film se passe le 8 mai 1938, le jour de la rencontre Hitler-Mussolini, quelques mois avant la Seconde Guerre mondiale. Tout le monde est «convié» à acclamer les deux dictateurs fascistes.

Dans un immeuble populaire de Rome, deux personnes n'y participent pas : une mère de famille chargée d'enfants, épouse d'un petit employé dans une administration et un ancien speaker de la radio.

Ce film est l'histoire

re-make (films refaits) des années 30, comme «King Kong» ou «l'île du docteur Moreau».

On trouve d'autres films sur la deuxième guerre mondiale qui sont complaisants à l'égard du fascisme. Ce film dénonce certains aspects du fascisme. Mais il en reste à une critique très réduite, se limitant à l'aspect idéologique du mythe du Duce et de la virilité. Si l'on en reste à cette explication, on peut croire que la dictature fasciste est uniquement idéologique, qu'elle ne s'attaque qu'à ceux qui sont considérés comme anormaux et aux femmes qui sont écartées du pouvoir.



Ici la jeune femme écrasée de tâches domestiques et fascinée par le mythe du duce ; à côté d'elle, l'ancien speaker exclu de la radio parce qu'il est considéré comme anormal. Mais le fascisme c'est bien plus que ça. La critique qu'en fait le film est très limitée.

de la rencontre entre ces deux personnages. L'ancien speaker, renvoyé de la radio, aide la jeune femme à prendre conscience de l'oppression qu'elle subit.

Ce film démontre certains aspects de l'idéologie fasciste au temps de Mussolini : le mythe du Duce, le super grand chef viril. Il montre à quoi sert ce mythe : à opprimer un peu plus les femmes du peuple, appelées par Mussolini «les gardiennes du foyer».

En ce moment sortent beaucoup de films qui sont soit des reprises ou des

Or, le fascisme ce n'est pas seulement des contraintes idéologiques ou une augmentation du phallocratisme, c'est «la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier» (Dimitrov).

C'est le déchaînement de la violence réactionnaire contre la classe ouvrière et les masses populaires. C'est la solution à laquelle a recouru la bourgeoisie quand elle n'arrive plus à assurer son pouvoir sous la forme parlementaire.

● Soudan

**EXEMPLE DE «L'AIDE
DESINTERESSEE» DE L'URSS**

Après la dénonciation du social-impérialisme par le président du Soudan, Nimeri, l'URSS a essayé de se justifier en vantant son «aide désintéressée». Le Soudan est un exemple frappant de cette «aide» de l'URSS aux pays du tiers monde.

L'URSS explique qu'elle a doté le Soudan de deux conserveries de fruits et de légumes, d'une usine de traitement de lait et d'une usine de déshydratation d'oignons construites il y a maintenant 10 ans.

DE L'ESCROQUERIE

Or qu'en est-il de cette «aide» ? Tout d'abord, le Soudan a dû vendre à bas prix quantité de coton à l'URSS pour financer la construction de ses usines et rembourser les prêts et intérêts avancés par elle. Or, ces usines, construites sans que soient prises en compte les réalités locales, furent longtemps incapables de fonctionner normalement, ce qui a entraîné de lourdes pertes pour l'Etat soudanais.

Par exemple, l'usine de traitement de lait a été installée à Barbanusa, mais le lait que fournissait cette région en un an suffisait à peine à alimenter l'usine pendant un mois.

Les deux conserveries conçues principalement pour la production de purée de tomates se trouvent à Karima et à Wau, où la tomate ne pousse pas. L'usine de déshydratation d'oignons, à Kassala, est spécialisée dans la production de l'oignon blanc. Or la région est traditionnellement productrice d'oignons rouges. Une modification des cultures posait une série de problèmes, allant des questions techniques au coût de production et au remplacement de la main-d'œuvre.

Après l'achèvement de l'usine, l'«allié naturel» a essayé d'entraver les efforts faits par les autorités de l'usine en vue de transformer les produits agricoles locaux.

Quand elles se proposèrent de produire de la confiture et du jus de mangue en transformant les mangues fraîches locales, les «experts» soviétiques leur répondirent que cela serait impossible sans l'importation d'une presse hydraulique d'Union soviétique. Or, L'union so-

viétique, ne cultive pas la mangue, pas plus qu'elle ne produit les machines à presser ce fruit. Pourtant une machine soviétique fut livrée à l'usine. Mais c'était une machine à presser les raisins, qui ne convenait pas à la mangue, fruit plus gros et pourvu d'un noyau plus dur que le raisin. Les «experts» soviétiques insistèrent pour que les ouvriers soudanais l'utilisent.

La confiture et le jus de mangue furent produits à la main et mis en conserve à la machine. Quant à la «presse» soviétique, elle fut reléguée

au rebut, comme preuve matérielle d'une escroquerie.

L'usine a subi des pertes considérables durant huit ans, de 1966 à 1974, du fait de manque de matières premières, en même temps, elle était obligée de payer très cher les «experts» soviétiques. Il est à noter qu'aux termes du contrat entre l'Union soviétique et le Soudan, il incombait aux «experts» soviétiques de former des techniciens soudanais. Mais ils agirent tout autrement. Ils tentaient de placer l'usine sous leur contrôle en monopolisant tout le processus technique.

L'INDIGNATION

Après le départ des «experts» soviétiques, les Soudanais prirent en main la

gestion de l'usine.

Cependant depuis 1972, l'Union soviétique continuait à exercer des pressions sur le Soudan en refusant de fournir des pièces de rechange à l'usine. Ces agissements colonialistes ont suscité une vive indignation parmi les ouvriers et techniciens soudanais. Ils ont décidé de déjouer le complot soviétique et de fabriquer des pièces de rechange eux-mêmes. Grâce à leurs efforts opiniâtres, ils ont réussi à fabriquer ces pièces, assurant ainsi la production.

Ces faits constatés au Soudan, on les retrouve un peu partout. Ils témoignent du caractère impérialiste de ces «alliés naturels de l'Afrique» et montrent comment l'URSS «aide» les pays en voie de développement.

● Irlande du Nord

**Des femmes dénoncent le
sort des prisonniers politiques**



Cinq femmes d'Irlande du Nord, toutes mères de prisonniers incarcérés, sont venues en France dénoncer le sort qui est fait aux prisonniers irlandais et réclamer pour eux le statut des prisonniers politiques.

Plus de deux mille personnes, dont une centaine de femmes, sont incarcérées en Irlande et en Grande-Bretagne pour des raisons politiques et en

vertu de lois d'exception, ont-elles affirmé à Paris, au cours d'une conférence de presse. Mais, ces cinq femmes veulent surtout attirer l'attention sur deux cent détenus emprisonnés depuis que le gouvernement britannique a retiré en mars 76 le statut politique aux prisonniers irlandais : selon elles, ces prisonniers vivent nus dans leur cellule, car ils refusent de porter l'uniforme

carcéral, sont fréquemment mis au secret, victimes de sévices corporels, n'ont pas le droit d'utiliser leur lit dans la journée et n'ont que la Bible pour toute lecture.

Face à cette situation, ces femmes ont décidé d'entreprendre un voyage dans toute l'Europe afin d'alerter l'opinion internationale et de créer un comité de défense des prisonniers irlandais.

● Grande-Bretagne

Les 41 délégués et membres du Comité exécutif représentant les mineurs de tous les puits écossais, réunis à Edimbourg, ont décidé de protester contre la décision de leur syndicat au niveau national. En effet, ce dernier a renoncé à revendiquer un salaire

de 135 livres (1 147 F) par semaine pour les mineurs de fond et par contre a poursuivi les négociations sur les primes à la productivité.

Tous les délégués représentant les 20 000 mineurs écossais ont affirmé que la décision de continuer les conversations sur les primes à la productivité avec l'Office national du charbon était contraire à une résolution adoptée cette année à la Conférence nationale du syndicat des mineurs.

Ils exigent que le Comité exécutif nationale cesse les conversations sur les primes à la productivité et présente la revendication de 135 livres par se-

maine pour les mineurs de fond.

● ONU

Mardi, les délégués indiens sont arrivés à la Conférence internationale non-gouvernementale sur la discrimination à l'égard de la population indigène.

Le premier orateur indien, M. José Mendoza-Arosta (Panama) a dénoncé l'agression et l'exploitation que subissent tous les Indiens du continent américain, ainsi que la discrimination raciale qui est

quotidienne». En Amérique centrale, «la défense des droits de l'homme est actuellement la défense de la minorité qui nous exploite... Nous ne sommes pas un monument archéologique. Il y a encore un problème indigène» a-t-il déclaré sous les applaudissements. Madame Maria Sanchez, juge tribal des Cheyennes du Nord a condamné la «tentative délibérée et systématique de supprimer (aux Etats-Unis) tout ce qui pourrait amener à reconnaître le peuple (indien) souverain».



Retour de Chine d'une délégation du «Quotidien du peuple»

Une délégation du «Quotidien du peuple», organe central du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (France) s'est récemment rendue en République populaire de Chine. Elle a quitté Pékin le 13 septembre.

Au cours de son voyage, la délégation a visité Pékin, Chaocan, Tchongcha, Changhaï et Tating. La délégation a aussi visité l'imprimerie du «Renmin Ribao».

Elle a rencontré Feng Hsuan, chef-adjoint du département de liaison internationale du Comité central du Parti communiste chinois.

32 inculpations au Pellerin

32 personnes, pour la plupart des agriculteurs, viennent d'être inculpées au titre de la loi «anti-casseurs», à la suite d'une manifestation contre le projet de centrale nucléaire du Pellerin qui s'est déroulée le 10 juin devant la mairie de Saint-Jean-de-Boiseau (Loire-Atlantique).

Ce jour-là, le tribunal de grande instance de Nantes avait jugé et condamné plusieurs militants antinucléaires qui avaient détruit, à Couéron (Loire-Atlantique), le registre d'enquête d'utilité publique ouvert pour le projet de construction de la centrale nucléaire du Pellerin.

Des manifestants qui, toute la journée, avaient cerné le palais de justice, s'étaient rendus après l'annonce du verdict à la mairie de Saint-Jean-de-Boiseau où ils avaient détruit un autre registre. De violents affrontements devaient se produire avec les policiers, faisant trois blessés

Stand des Editions du Centenaire à la foire de Marseille

Pour la 3e fois, les Editions du Centenaire seront présentes à la foire de Marseille, qui est une foire très populaire. Chaque année, elle reçoit plus d'un million et demi de visiteurs.

L'an dernier, plus d'un millier de visiteurs se sont arrêtés au stand des Editions du Centenaire pour y acheter un livre ou un objet. Parmi ce millier de personnes, de nombreux ouvriers qui fréquentent peu les librairies et qui peuvent, ainsi, grâce à la participation des Editions du Cen-

tenaire, développer leur connaissance de la République populaire de Chine et du marxisme-léninisme.

Cette année, les Editions du Centenaire consacreront une large place aux œuvres du président Mao, un an après sa mort, ainsi qu'aux réalisations chinoises depuis un an, et à la politique suivie par le Part communiste chinois.

Le stand des Editions du Centenaire porte le numéro 2 846, il est situé dans le hall No 2 au premier étage dans la partie réservée aux maisons d'édition.



Plus d'un millier de visiteurs l'an dernier.

Procès en assises de Colmar LE VIOL RECONNU COMME UN CRIME

(Suite de la page une)

Tant d'agressions contre les femmes, cela a-t-il de quoi étonner quand on voit comment le régime capitaliste, non content de les exploiter et de les opprimer, s'efforce de susciter le mépris le plus profond à leur égard !

La publicité est bien révélatrice à cet égard. Dans le métro, sur les murs, de magnifiques panneaux publicitaires vantent un soutien-gorge. Dans les journaux spécialisés quotidiens, périodiques, revues pornographiques s'étalent des femmes nues. La bourgeoisie se sert des femmes comme d'un objet de consommation courante dont on peut user à sa guise et encourage ainsi à l'agression à leur égard.

Quant au viol, conséquence ultime de telles agressions, elle en minimise systématiquement la gravité et les conséquences. Les violeurs ne sont, dans la plupart des cas, poursuivis que pour «coups et blessures» et non pour crime. Ils sont ra-

rement condamnés et ce sont en fait bien souvent les femmes qui se retrouvent en position d'accusées... sous prétexte qu'elles auraient encouragé à leur propre viol ! Les accusés du procès de Colmar n'ont pas manqué de tenter de se justifier en prétendant «elle avait accepté de venir boire un coup» ou «elle avait des airs de maso».

Mais les femmes refusent l'oppression capitaliste et

notamment l'oppression spécifique dont elles sont l'objet. Elles se sont battues pour que le viol soit reconnu par la bourgeoisie, pour ce qu'il est, un crime, une atteinte à l'intégrité physique et psychique d'une personne et soit donc passible de la Cour d'assise.

Sans s'en remettre pour autant à la justice bourgeoise, on ne peut en effet tolérer que des viols soient commis impunément sur

des femmes. D'autre part, une telle agression ne sera réellement considérée comme un crime que si elle est poursuivie comme telle. C'est donc à juste titre que Claudine s'est portée partie civile ainsi que l'association «Choisir». Le fait que le procès ait eu lieu en cour d'assise et la condamnation de ses bourreaux représentent une victoire dans la lutte des femmes contre le viol.

ECOLE

Haby contre la «politisation»

Pratiquant la méthode «Coué», Haby avait affirmé que la rentrée serait tout à fait normale. Pour faire taire les «scrupules» des dirigeants de la FEN et tenter d'apaiser l'inquiétude des enseignants, il s'était montré prodigue en promesses.

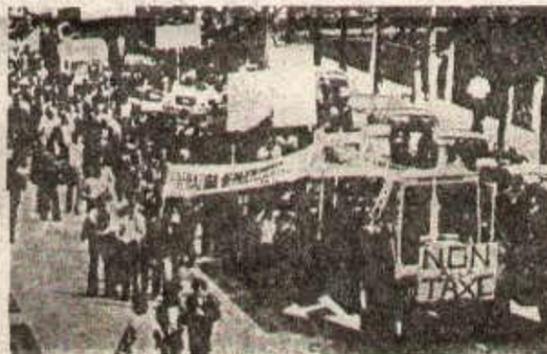
Trois mille emplois supplémentaires devaient per-

mettre d'après lui de réembaucher tous les maîtres-auxiliaires qui avaient travaillé au moins à mi-temps l'année d'avant. En fait, d'après les estimations du SGEN CFDT, ils étaient près de dix mille le 8 septembre à n'avoir pas reçu de nomination.

Cette situation a persisté après la rentrée entraînant l'occupation de certains rectorats et des mouvements de grève dans divers établissements. Voilà donc qu'Haby repart en guerre contre ce qu'il appelle «la po-

litisation dans les écoles et les collèges» et appelle les enseignants «à plus de sérénité». Ce qu'il voudrait en fait, c'est que les maîtres appliquent sans broncher sa réforme, transmettant docilement aux élèves les idées de la bourgeoisie, et que des milliers d'entre eux acceptent de se retrouver au chômage ou employés dans les conditions les plus précaires. La «politisation» qu'il ne peut supporter, c'est la lutte des enseignants contre sa réforme et pour le droit au travail.

LA FAUCILLE No45 EST PARUE



Des milliers de producteurs de lait manifestent contre la taxe de coresponsabilité.

TARIF D'ABONNEMENT

	6 mois	1 an
Pli ouvert	12 F	20 F
Pli fermé	24 F	40 F

CCP - La Faucille 17564 83 B - Paris

Incendie criminel du foyer de la rue Sedaine

DES PREUVES IRREFUTABLES

Dans la nuit du 14 au 15 Septembre, trois travailleurs immigrés ont été tués et 64 blessés dans l'incendie d'un foyer de travailleurs africains à Paris.

Ce n'est pas le premier incendie criminel de ce genre et on se souvient de la véritable «épidémie» d'incendies survenus en automne 76 dans des foyers de travailleurs immigrés.

Régulièrement la grande presse cherche à mettre de tels incendies sur le compte de la vétusté des immeubles et à masquer leur caractère criminel. Aussi n'est-il pas

inutile d'apporter certaines précisions qui montrent de manière irréfutable que l'incendie rue de Sedaine était un attentat mûrement réfléchi et préparé.

De l'essence a été répandue dans les poubelles à l'intérieur du foyer et le feu a été mis à la porte du foyer. Celle-ci a été bloquée par une voiture également incendiée. Il a donc fallu, pour fuir l'incendie, que les travailleurs arrivent à repousser la carcasse de cette voiture en flamme.



60 millions
pour décembre

Où en est la souscription ?

Voilà maintenant près d'un mois, camarades et amis lecteurs, que nous nous sommes adressés à vous pour cette souscription. Elle est absolument indispensable pour que notre presse puisse continuer son combat et tenir sa place dans la bataille politique que nous allons mener cette année, avant, pendant et après les législatives. Depuis le début du mois de septembre, nous avons commencé à alimenter une rubrique consacrée à expliquer toute la différence entre notre journal qui vit des petits sous des travailleurs et la presse bourgeoise financée à coups de millions. Après une série d'articles destinés à montrer l'ampleur des dépenses à engager pour sortir notre presse, nous allons poursuivre en expliquant le rôle qui revient dans la lutte de classe à la presse révolutionnaire.

Mais sans attendre, faisons brièvement le point pour savoir où en est la souscription. Au 6/9, elle se montait à 11 122,45 F. Le 16/9,

elle atteint 20 480,85 F, soit 9 358 F supplémentaires en 10 jours. Notre effort et celui de tous les lecteurs doivent donc être considérablement accrus si nous voulons atteindre l'objectif que nous nous sommes fixés avant le 31 décembre.

Faites-nous connaître les initiatives que vous prenez pour remporter cette bataille de la souscription. Ainsi un lecteur de Rennes nous adresse 150 F en déclarant : «Certains ne pourront pas verser cette somme mais peuvent peut-être participer à la souscription par leur concours physique, soit en animant des soirées, soit en organisant des collectes, etc. C'est avec les ruisseaux que naissent les rivières». Des camarades postiers du PLM à Paris nous écrivent : «Nous prenons l'engagement de verser 700 F au moins chaque mois jusqu'en décembre 77» et joignent un tract montrant le souci de s'adresser de façon très large à leurs collègues de travail, etc.



COMMUNIQUE Du syndicat CFDT des travailleurs de la métallurgie du 93 Nord

Pour la troisième fois depuis un an, le Comité d'entreprise de la société INEF, à Bagneux, réuni le 15 septembre 1977, vote à l'unanimité le licenciement d'un délégué CFDT, travaillant sur la plateforme de l'aéroport de Roissy.

Ce comité est composé d'élus CGT et FO. La CFDT dénonce ces votes unanimes et si elle n'est pas surprise du vote des élus FO, ce n'est pas le cas pour les élus CGT.

Comme les fois précédentes, la métallurgie CFDT a informé la métallurgie CGT de l'ordre du jour de la réunion du CE du 15 septembre et des prétextes invoqués par la direction pour licencier le délégué syndical CFDT.

La CFDT s'étonne de l'irresponsabilité de la CGT qui laisse des travailleurs soutenir en son nom la répression patronale, et engagera toutes les initiatives nécessaires pour faire reconnaître le caractère répressif et illégal de ce licenciement.

• Nice

Un militant syndical roué de coups

Un employé du palais de la Méditerranée de Nice, M. Bernard Cisowski, militant CGT, a été molesté et assommé devant son domicile, par quatre inconnus dans la nuit de lundi à mardi.

M. Cisowski a dû être transporté à l'hôpital Saint-

L'employé agressé, âgé de 26 ans, s'apprêtait à regagner son domicile lorsqu'il a été roué de coups par 4 hommes qui lui ont, en outre, dérobé son porte-feuille. M. Bernard Cisowski avait pris samedi la parole au cours d'une manifestation organisée à Nice par le personnel du palais de la Méditerranée, pour marquer son inquiétude quant à l'avenir de l'emploi dans l'établissement.

Rentrée scolaire «sereine»

Grève

• Saintes

La quasi-totalité des enseignants de Bernard Palissy de Saintes se sont mis en grève illimitée mardi.

Ce mouvement a pour origine le déplacement à 80 kilomètres de son domicile de l'un de leurs collègues. Cette décision ayant été maintenue par les services du rectorat à l'issue d'une entrevue avec une délégation de professeurs, ceux-ci ont décidé de poursuivre leur grève jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée.

Occupations d'écoles

• Vitré

Une cinquantaine de parents d'élèves occupent depuis mardi matin les deux classes surchargées d'une maternelle de Vitré (Ille-et-Vilaine) pour protester contre le nombre insuffisant d'enseignants. 100 enfants de l'école Pierre Lemaître sont en effet répartis en deux classes. Les parents d'élèves ont tenu une assemblée générale dans les locaux qu'ils occupent pour exiger de l'inspection académique de Rennes la création d'un poste supplémentaire d'institutrice.

Cette action illustre bien le véritable visage de la «rentrée sans problème» dont parle le gouvernement. Malgré les assurances vertueuses de Haby, affichant «une grande sérénité» face aux problèmes de la rentrée scolaire, on parle de 100 000 places manquantes dans les CET, 4 000 petits parisiens n'ont pas trouvé de place dans les maternelles.

• Martigues

Une école d'un groupe scolaire de Saint-Mitré-les-Remparts, près de Martigues (Bouches-du-Rhône), a été occupé mardi par les parents d'élèves mécontents de la fermeture d'une classe de CE2.

Quatre élèves manquant dans cette classe, les 26 autres avaient été répartis dans le groupe scolaire, amenant la fermeture de la classe. Aucune solution à ce problème ne semble dans l'immédiat être en vue et les enseignants de l'établissement, appartenant au syndicat national des instituteurs (SNI), ou au SGEN-CFDT, envisagent de se mettre en grève.

INTERIMAIRES, ORGANISONS-NOUS

Un million et demi de chômeurs, 1 000 demandes d'emploi supplémentaires chaque jour, les usines qui ferment, licencient ou vivent sous le régime du chômage partiel, voilà le tableau pour celui qui cherche du travail.

Dans le même temps, les boîtes d'intérim se multiplient comme des champignons après la pluie. Elles sont souvent les seules qui «offrent» une possibilité de travail.

Toutes ces boîtes sont financées par les mêmes banquiers et capitalistes qui oppriment et exploitent à l'usine. L'exemple de SBS (Société des bas salaires) mise en place par Citroën et qui n'embauche que pour Citroën est significatif.

Main d'œuvre-marchandise, les travailleurs intérimaires sont renvoyés après usage. Voilà qui permet la mobilité d'emploi si chère au patronat. Utilisés comme bouche-trous pour terminer une commande ou un chantier, les intérimaires le sont aussi en contingents permanents dans certaines entreprises ou administrations. (Voici un exemple de Bordeaux)

De nombreuses luttes d'intérimaires ont déjà eu lieu à Bordeaux et ailleurs.

Celles que nous avons menées à Bordeaux nous ont permis d'avancer

vers l'organisation des intérimaires en syndicats.

Au mois d'août, la dizaine d'intérimaires employés au CRAT (Centre régional d'approvisionnement des

télécommunications - PTT) qui discutent depuis longtemps déjà des mauvaises conditions de travail, de sécurité, des bas salaires, décident la grève.

Aussitôt, des contacts sont pris avec les sections CGT et CFDT des PTT. La section CFDT en particulier apporte son soutien actif en popularisant la lutte auprès des ouvriers PTT.

Après deux jours de grève, soutenus par le personnel des PTT, les intérimaires arrachent 0,66 F de l'heure à POLY-Intérim et satisfaction sur toutes les questions de sécurité. Quelques jours après, le licenciement-représaille de deux intérimaires provoque une riposte immédiate des intérimaires qui repartent en grève y compris les quatre embauchés

du matin. Dans la journée les deux camarades sont réintégrés, ce qui suscite un grand découragement... chez les chefs des PTT !

Aussitôt, nous soulignons dans un tract la nécessité d'étendre la lutte de ces acquis à tous les intérimaires. Mais on se heurte à des critiques défaitistes du genre: «Nous on s'est battu, les autres n'ont qu'à faire comme nous, qu'ils se démerdent», refusant de lutter pour l'organisation de classe des intérimaires sous prétexte que des syndicats sont pourris et qu'on ne peut rien faire».

Cette ligne sera finalement battue, et un tract sera distribué appelant à l'organisation de tous les intérimaires. Ceci permettra une réunion d'une quinzaine d'intérimaires représentant six boîtes d'intérim.

Au même moment, les intérimaires employés au journal Sud-Ouest entament une lutte qui sera soutenue par le Collectif-intérimaire CFDT.

Embauchés au cours de l'été par ATCO, les électriciens avaient une «prime d'été» de 1 F de l'heure. Prime qui leur est supprimée après les vacances quand les travailleurs de nouveau abondent sur le marché. Aussitôt, la lutte s'engage pour le maintien

de la prime. Le vendredi soir, jour de paye, un tract est diffusé à l'agence, appelant les autres intérimaires à l'union. Après discussion, le patron lâche le maintien de la prime. Mais le lundi, il licencie le «meneur». Le collectif réagit en mobilisant les travailleurs de Sud-Ouest et le mercredi, le camarade est réintégré par la boîte d'intérim et les jours chômés lui seront payés.

Une autre lutte a lieu chez Ford où les intérimaires arrachent au bout d'une journée de grève une augmentation de salaire.

L'unité de la classe ouvrière, voilà l'enseignement que nous devons retirer de ces luttes. Car ce qui fait la force des patrons, c'est la division de la classe ouvrière. Nous, communistes marxistes-léninistes, nous nous battons pour réaliser cette unité de classe.

A propos des intérimaires nous travaillons à briser l'isolement en expliquant pourquoi l'intérim, pourquoi il faut le supprimer et détruite le système capitaliste qui l'engendre. Nous démasquons la soi-disant gauche et le PCF qui utilise des intérimaires dans ses entreprises de presse. Nous combattons les dirigeants de la CGT qui déclarent en vrais larbins du capital que «le travail intérimaire est reconnu comme une nécessité de la société contemporaine», que «son utilisation répond aux besoins passagers de la main-d'œuvre des entreprises».

D'ailleurs, dans leur plateforme CGT, ils ne réclament pas du tout la suppression de l'intérim mais sa gestion par l'ANPE.

Un intérimaire ML



«Aide au retour» -Thionville

Gauche-droite main dans la main

Depuis que le gouvernement a décidé d'expulser les travailleurs immigrés jugés indésirables dans notre pays parce que «responsables» du chômage, il ne manque par de bonnes âmes pour activer ce processus tout en essayant de contrôler les travailleurs immigrés qui touchent le fameux pécule. C'est le cas du célèbre Dr Kiffer député de Metz.

Dans la sidérurgie lorraine, il y a actuellement 2 100 travailleurs immigrés. 200 d'entre eux ont reçu le pécule et malgré le million de centimes, les «volontaires» n'affluent pas.

Monsieur Kiffer s'indigne du fait que parmi les «bénéficiaires», il se trouve des délinquants. C'est ce qu'il a déclaré le 16 septembre au «Républicain lorrain», en disant notamment: «Ces individus (les travailleurs immigrés) de surcroît se manifestent surtout par leur implication dans des actes de délinquance».

Car monsieur Kiffer tout comme le RPR affirme bien

Car monsieur Kiffer tout comme le RPR affirme bien haut que les immigrés doivent s'en aller chez eux car il y a trois millions d'étran-

gers pour 1,5 million de chômeurs. Lui voudrait qu'ils s'en aillent sans fric. Pour cela, il milite activement en faveur du contrôle de l'attribution du «pécule». Il ne veut pas que les «deniers publics soient dilapidés» (au profit d'assassins et de voleurs d'après lui).

En fait, il ne fait que reprendre à son compte toute la propagande réactionnaire gentiment distillée par Dijoud, Barre, «Minute», «l'Aurore»...

Mais il est d'autres personnes qui s'associent à cette campagne raciste. Outre le fait qu'avec eux il faut fabriquer français, vendre français, il faut aussi tra-

vailer français. Bien sûr, ils ne le disent pas si clairement.

Depiètri, député du parti révisionniste après avoir «protêté» contre Kiffer en vient à dire: «Que les travailleurs aspirent à retourner dans leur pays pour y finir leurs vieux jours est donc tout à fait normal». Il prend l'exemple des Italiens et considère que cela porte préjudice aux règles communautaires de la CEE quant à la libre circulation des hommes.

Non seulement Depiètri ne considère pas le «pécule» comme une expulsion déguisée, mais il réclame en fait qu'ils partent dans leur pays avec une aumône, une fois qu'ils ne sont plus exploitables par les capitalistes.

En fait, Depiètri est d'accord avec les mesures racistes du gouvernement capitaliste. Voilà qui en dit déjà long sur le sort qui attend les immigrés quand le PCF gèrera «démocratiquement» l'économie.